

## Le pacte russo-saoudien sur le pétrole risque-t-il d'aggraver la guerre en Syrie ?



A la suite de l'accord entre la Russie et l'Arabie Saoudite sur les cours du pétrole, un article de Bloomberg annonce une intensification de la guerre en Syrie. Si la nouvelle hausse des prix de l'or noir n'est pas pour demain, elle pourrait avoir des conséquences sur le conflit à moyen terme.

Avec Francis  
Perrin

Atlantico : Selon un article de Bloomberg, l'accord sur la production du pétrole entre, notamment, la Russie et l'Arabie Saoudite pourrait avoir pour conséquence une intensification du conflit syrien. L'article pose comme postulat une ré-augmentation des cours du pétrole, ce qui n'est pas forcément vrai sur le fond. Mais si sur le moyen ou long terme, les pays de l'OPEP parvenait à faire remonter ces cours du pétrole, quelles conséquences cela pourrait-il avoir sur le conflit syrien ?

**Francis Perrin** : Parmi les pays qui sont fortement impliqués dans le conflit syrien, plusieurs d'entre eux sont très dépendants vis-à-vis des revenus pétroliers (et parfois gaziers). Il s'agit de la Russie et de l'Iran, du côté du régime de Bachar al-Assad, et de l'Arabie Saoudite, du Qatar et des Émirats Arabes Unis, qui soutiennent divers groupes d'opposition. Si les prix du pétrole remontaient de façon significative, chacun de ces pays verrait ses recettes d'exportation et ses recettes budgétaires augmenter, ce qui lui permettrait de disposer de plus de moyens financiers pour des "aventures" extérieures. Il n'y a pas bien sûr d'automatisme en la matière mais l'enjeu syrien est tellement important en termes stratégiques aux yeux de ces cinq États qu'il est assez probable qu'une hausse de leurs revenus se traduirait par une implication accrue de leur part en Syrie.

**Du point de vue de l'EI, cette augmentation des cours, alors même qu'il revend du pétrole, pourrait-elle avoir un impact sur le conflit syrien ? de quelle façon ?**

La chute des prix du pétrole brut pénalise tous ceux qui vendent du pétrole : États exportateurs, compagnies pétrolières nationales, sociétés pétrolières privées et État islamique. Si les prix du pétrole remontaient, cela aurait un impact positif sur les ventes de pétrole et de produits pétroliers par l'EI. Les revenus pétroliers de ce groupe sont en forte baisse depuis l'été 2014 du fait de la chute des prix du brut, des frappes aériennes de la coalition dirigée par les États-Unis, notamment à travers l'opération Tidal Wave II, et de la dégradation des conditions d'exploitation du pétrole dans les zones contrôlées par l'EI en Syrie et en Irak.

Un relèvement des prix du brut serait donc une bonne nouvelle pour l'EI et renforcerait ses capacités militaires et autres en Syrie et ailleurs. Cela dit, même dans cette hypothèse, l'EI ne retrouverait pas la situation du printemps 2014 avec des prix du pétrole très élevés et une production sous son contrôle probablement au moins deux fois supérieure à celle d'aujourd'hui. L'EI reste malheureusement une force majeure en Syrie mais il est quand même sur le recul.

**Les prix du pétrole sont-ils un élément clé d'un cessez-le-feu ? Comment ?**

---

Je ne crois pas. Un cessez-le-feu en Syrie, s'il était réellement et durablement respecté, relèverait beaucoup plus de considérations stratégiques, géopolitiques et militaires de la part des principales forces en présence que du niveau des prix du pétrole. Il reste d'ailleurs à voir si ce cessez-le-feu sera vraiment appliqué et s'il résistera au test du temps. Pour l'instant, on en est loin.

### **En quoi une telle hausse des cours du pétrole n'est pas envisageable pour le moment, ce qui nuance grandement la thèse soutenue par Bloomberg ?**

L'accord conclu à Doha entre trois pays membres de l'OPEP, l'Arabie Saoudite, le Qatar et le Venezuela, et la Russie porte sur le gel de leur production pétrolière au niveau de janvier 2016. Mais, comme le marché pétrolier mondial est caractérisé par un excédent de l'offre sur la demande, il ne suffit pas de geler la production pour faire remonter les cours de l'or noir. Il faudrait réduire la production mondiale. De plus, le niveau de janvier 2016 est très élevé puisque la Russie produisait 11,20 millions de barils par jour le mois dernier et l'Arabie Saoudite 10,20 millions de b/j, selon les estimations de l'Agence Internationale de l'Energie. Lorsque l'accord de Doha a été conclu, les prix du pétrole ont un peu remonté mais cela n'a pas duré. Le 18 février, les prix du West Texas Intermediate et du Brent de la mer du Nord ne dépassaient pas \$30 et \$35 par baril environ.

D'autres pays ont annoncé qu'ils se joindraient à cet accord mais il s'agit toujours de gel de la production et non de réduction. En l'état, il n'y a pas de raison pour que les cours du pétrole augmentent même si la spirale baissière a été enrayée.